

des bénéfiques. Ce n'est pas de la scélératesse ; au contraire, le spéculateur rend un service appréciable.

Pourtant, au lieu d'honorer le spéculateur, les démagogues et leurs disciples le vilipendent. Mais interdire la spéculation alimentaire a le même effet sur la société que d'empêcher les écureuils d'amasser des noix pour l'hiver — cela conduit à la famine.

L'importateur

L'*International Ladies' Garment Workers' Union* (ILGWU) — le syndicat international des ouvriers du prêt-à-porter féminin — a un jour lancé une vaste campagne publicitaire inhabituelle et coûteuse. Comme appel raciste et chauviniste, elle n'avait pas sa pareille. Le thème de la campagne est que les « étrangers » (malhonnêtes et indignes d'attention) enlèvent des emplois aux Américains (honnêtes, intègres et francs). La plus fameuse affiche de la série est celle qui montre un drapeau américain au-dessus de la légende « *Made in Japan* », *Fabriqué au Japon*. Une autre est illustrée d'un gant de base-ball avec la légende « *The Great Un-American Game* » — le grand jeu non américain. Le texte qui l'accompagnait expliquait que les gants de base-ball et les drapeaux américains étaient importés.

La *raison d'être*¹⁸, nous dit-on, de ces attaques virulentes est que les importations créent du chômage en Amérique. Sur un plan superficiel l'argument semble plausible. Somme toute, tous les drapeaux américains ou gants de base-ball qui *pourraient* être fabriqués dans le pays même, mais sont au contraire importés, représentent du travail qui *pourrait* avoir été produit par des Américains. Certes, les importations impliquent moins d'emploi pour les ouvriers américains que ce ne serait le cas sans elles. Si l'argument était limité à cet aspect, le plaidoyer de l'ILGWU pour les restrictions, sinon l'interdiction, des importations serait justifié.

1. L'argument, toutefois, est fallacieux, et les conséquences auxquelles il mène logiquement sont visiblement discutables. La prémisse qui justifie le protectionnisme sur le plan national le justifie aussi sur le plan de chaque État des États-Unis. Nous laisserons de côté l'impossibilité politique (inconstitutionnalité) qu'il y a à ce qu'un des États américains institue des tarifs douaniers entre lui et d'autres États. C'est, somme toute, sans rapport avec l'argument *économique* de la thèse antiliberté commerciale de l'ILGWU. En théorie, n'importe quel État peut justifier sa politique exactement de la même façon qu'une nation. Par exemple, l'État du Montana pourrait interdire les importations d'autres États pour la raison qu'elles représentent du travail qu'un habitant du pays aurait pu fournir mais n'a pas fait. Un programme « Achetez Montana » serait alors de règle. Ce serait tout aussi illogique et malsain que la campagne « Achetez américain » de l'ILGWU.

Néanmoins, l'argument ne s'arrête pas au niveau de l'État. Il peut, avec une égale justification, s'appliquer aux villes. Imaginez l'importation d'un gant de base-ball dans la ville de Billings dans le Montana. La production de cet article aurait créé de l'emploi pour un habitant de Billings mais ne l'a pas fait. A la place, il a créé des emplois pour, disons, les citoyens de Roundup, dans le Montana, où il a été manufacturé. Le conseil municipal de Billings pourrait adopter la position de l'ILGWU et déclarer « patriotiquement » un moratoire sur le commerce entre les citoyens de leur ville et les agresseurs économiques étrangers de Roundup. Cette taxe, comme celle des plus grandes subdivisions politiques, serait destinée à sauver les emplois des citoyens.

En fait, il n'y a pas de raison logique de borner le processus au niveau de la cité. La thèse de l'ILGWU peut logiquement être appliquée aux quartiers de Billings, ou aux rues dans les quartiers. « Acheter Elm Street » ou « Cessez d'exporter des emplois à Maple Street »

¹⁸ En français dans le texte (*N.d.T.*).

deviendrait le cri de ralliement des protectionnistes. De même, les habitants de n'importe quel pâté de maisons d'Elm Street pourraient s'attaquer à leurs voisins d'un autre pâté de maisons. Et même là l'argument serait encore valable. Nous serons obligés de conclure qu'il s'applique même aux *individus*. En effet, manifestement, chaque fois que quelqu'un fait un achat, il renonce à le fabriquer lui-même. Chaque fois qu'il achète des chaussures, un pantalon, un gant de base-ball ou un drapeau, il crée des occasions d'emploi pour quelqu'un d'autre, par conséquent se supprimant des chances à lui-même. Ainsi la logique interne de l'argument protectionniste de l'ILGWU conduit à insister sur une autonomie absolue, un intérêt économique autarcique excluant tout commerce avec autrui, et l'auto-production pour tous les articles nécessaires au bien-être.

Le point de vue est absurde, c'est évident. Toute la structure de la civilisation repose sur le soutien mutuel, la coopération et le *commerce* entre les peuples. Préconiser la cessation de tout commerce est absurde, et pourtant cela découle inéluctablement de la situation protectionniste. Si la thèse pour la prohibition du commerce au niveau national est acceptée, il n'y a pas de raison logique de s'arrêter au niveau de l'Etat, de la ville, du quartier, de la rue ou du bloc de maisons. Le seul point d'arrêt est l'individu parce que l'individu est la plus petite unité possible. Les prémisses qui conduisent inéluctablement à une conclusion absurde sont elles-mêmes absurdes. Ainsi, quelque convaincant qu'il puisse paraître en surface, l'argument du protectionnisme a *quelque chose* de terriblement faux.

Pour être précis, l'essence de cette interprétation erronée est l'incompréhension de la nature et de la fonction du commerce indépendant. Le commerce, à notre avis, surpasse le feu, la roue et le pouce opposable aux autres doigts pour expliquer la supériorité de l'homme sur les animaux. Car lui et lui seul pratique la spécialisation et la division du travail.

Dans la vie quotidienne, les gens consomment pratiquement des centaines de milliers d'articles différents chaque année. S'il n'y avait pas de spécialisation, chaque personne serait contrainte de fabriquer elle-même ces articles. Ce serait une tâche impossible. En fait, les gens ne seraient même pas capables de produire assez d'aliments pour eux-mêmes, sans parler de tous les autres biens d'équipement qu'ils pourraient désirer. La production *efficace* de nourriture entraîne la production de beaucoup d'autres choses, y compris les biens d'équipement. La production de ces choses impliquerait *chaque personne* dans la fabrication de tous les articles qui sont maintenant distribués dans une population entière. Il est tout à fait exact que sans le feu, la roue et le pouce opposable aux autres doigts l'humanité se retrouverait dans une fâcheuse situation. Mais sans spécialisation, puisqu'il est virtuellement impossible à quelqu'un même de se nourrir soi-même, tout le monde serait confronté à la perspective de la famine et de la mort.

Avec la spécialisation, chaque personne peut limiter ses efforts de production aux secteurs où il accomplit ses meilleures performances. Mais le commerce est la clavette qui maintient le système ensemble. Sans la possibilité de commercer, les gens amasseraient d'énormes quantités d'épingles de sûreté inutilisables, trombones ou autres trucs du même genre. Sans la possibilité de commercer, il n'y aurait rien pour donner de l'élan à la spécialisation et à la répartition du travail. Chacun serait ramené à la tentative suicidaire de devenir autonome.

2. Une autre raison de repousser l'argument du protectionnisme est qu'il oublie de prendre en compte les exportations. Il est exact que, pour chaque drapeau ou gant de base-ball américain importé dans ce pays, quelques emplois nationaux sont supprimés. Mais ce que les protectionnistes oublient, c'est que pour chaque emploi perdu dans une industrie nationale, à cause de la concurrence des importations, un emploi peut être gagné dans une industrie d'exportation.

Supposons que les États du Vermont et de la Floride soient autonomes. L'un et l'autre produisent, entre autres, du sirop d'érable et des oranges. A cause des conditions climatiques différentes, le sirop d'érable est rare et coûteux en Floride, et les oranges rares et coûteuses dans le Vermont. Les oranges du Vermont doivent pousser en serre, et le sirop d'érable de Floride provient d'érables qui croissent dans d'énormes réfrigérateurs.

Que se passerait-il si le commerce s'instaurait subitement entre les deux États ? Le Vermont, bien sûr, commencerait à importer des oranges et la Floride du sirop d'érable. Si l'ILGWU, ou tout autre groupe de pression protectionniste, se trouvait sur place, il soulignerait promptement qu'importer du sirop d'érable en Floride ruinerait la petite exploitation de sirop d'érable de cette région, et que l'importation d'oranges dans le Vermont ruinerait là-bas l'industrie des orangeries. Les protectionnistes laisseraient de côté le fait que des emplois seraient créés en Floride dans l'industrie des orangeries et, dans le Vermont, dans celle du sirop d'érable. Ils concentreraient notre attention sur les emplois *perdus* à cause des *importations* et passeraient totalement sous silence les emplois *conquis* à cause des exportations. C'est vrai, certes, que des emplois seraient supprimés dans le Vermont dans l'industrie de l'orange et en Floride dans celle du sirop d'érable. Mais il n'en est pas moins exact que le nombre d'emplois s'accroîtrait dans l'industrie du sirop d'érable du Vermont et dans l'industrie de l'orange en Floride.

Il se pourrait qu'il y ait moins d'emplois disponibles dans l'une et l'autre industries des deux États, puisque la culture des oranges peut se pratiquer avec une main-d'œuvre moins importante en Floride que dans le Vermont, et que le sirop d'érable peut être fabriqué de façon plus efficace dans le Vermont qu'en Floride. Cependant, loin d'être un mauvais effet, c'est un des gains du commerce ! Les ouvriers libérés par ces industries deviennent disponibles pour des réalisations qui n'avaient pas pu être entreprises auparavant. Par exemple, si un système moderne de transport n'existait pas, et si l'industrie devait s'en remettre à des individus pour déplacer des fardeaux de cinquante kilos sur leur dos, des centaines et des milliers de gens devraient être retirés d'autres secteurs pour combler les besoins de l'industrie du transport. Ainsi, on devrait renoncer à de nombreux projets et industries. Avec les méthodes modernes, un nombre moins grand de travailleurs est nécessaire. Les travailleurs en excédent sont donc libres de s'en aller vers d'autres secteurs, avec tous les bénéfices qui en découlent pour la société.

En dernière analyse, qu'il y ait plus ou moins d'emplois dans les industries de l'orange ou du sirop d'érable dans le Vermont ou en Floride dépend de la façon dont les gens désirent dépenser leurs revenus nouvellement accrus. C'est seulement si ces gens décident de dépenser la *totalité* de ce nouvel apport de revenus pour acheter un supplément d'oranges et de sirop d'érable que la masse totale de l'emploi dans ces deux industries ne changera pas après que le commerce aura commencé. Alors le même nombre de travailleurs produira davantage d'oranges et de sirop d'érable. Plus probablement, néanmoins, les gens décideront de dépenser une partie de ce surplus nouveau de revenus pour ces deux biens de consommation et le reste pour d'autres marchandises. Auquel cas l'emploi dans ces deux zones d'activité diminuera légèrement (encore que cet effectif diminué soit encore capable de produire davantage qu'auparavant), mais l'emploi augmentera dans les industries dont les produits sont le plus demandés par les consommateurs.

Donc, globalement, le démarrage du commerce entre les deux régions sera bénéficiaire pour l'une et l'autre. Bien que l'emploi soit susceptible de diminuer dans les industries supplantées par l'importation, il augmentera dans les industries d'exportation et dans les nouvelles industries qui se développeront par suite de la main-d'œuvre disponible. Cependant les protectionnistes n'ont pas entièrement tort. Le commerce crée des problèmes dans les industries supplantées et, à court terme, des travailleurs en souffriront. Par exemple, il n'y aura plus de demande pressante pour les résidents du Vermont spécialisés dans la production des oranges,

ni pour les habitants de Floride qui produisent du sirop d'érable. Il y aura des emplois pour ces gens dans d'autres industries mais, puisqu'ils devront entrer dans ces domaines comme débutants, ils seront probablement obligés d'accepter une réduction de salaire. Ils pourraient aussi avoir besoin d'une nouvelle formation très poussée.

Voici donc la question qui se pose : qui va payer la nouvelle formation, et qui va supporter la perte associée avec les salaires inférieurs dans la nouvelle industrie ? Les protectionnistes, bien sûr, soutiendront que la facture devrait être payée par le gouvernement ou les capitalistes. Mais ce n'est pas justifié.

Premièrement, il faudrait noter que seuls les ouvriers *qualifiés* ont à faire face à une diminution de salaire à cause de leur entrée dans une nouvelle industrie. Les autres entreraient dans cette industrie à peu près au même niveau que celui auquel ils travaillaient dans l'ancienne. Au lieu de balayer les sols d'une usine de fabrication de sirop d'érable, ils balayeront les sols d'une usine de textile, par exemple. Par contre, l'ouvrier qualifié a des qualités spécifiques qui sont d'une plus grande utilité dans une industrie que dans l'autre. Il n'a pas une utilité équivalente dans la nouvelle industrie et ne peut prétendre au même salaire.

Deuxièmement, il faudrait comprendre que l'ouvrier qualifié est un investisseur, exactement comme le capitaliste. Le capitaliste investit dans des objets matériels, et le travailleur dans ses qualifications pour son métier. Tous les investisseurs ont une chose en commun, et c'est que la rentabilité de leurs investissements est incertaine. En fait, plus grand est le risque impliqué, plus l'investisseur a de chances de gagner. Dans l'exemple donné, une part de la justification des salaires élevés des producteurs d'oranges compétents du Vermont et des producteurs compétents de sirop d'érable, avant l'instauration d'échanges commerciaux entre ces États, était le risque qu'un jour ces échanges puissent commencer.

Les ouvriers spécialisés dans la culture des orangeries devraient-ils, une fois contraints de quitter l'industrie dans laquelle ils étaient des experts hautement payés, être subventionnés pour se reconvertir et pour compenser les réductions de salaire qu'ils sont obligés d'accepter dans l'interim ? Ou devraient-ils supporter eux-mêmes les dépenses et les pertes ? Il semble évident qu'une subvention serait une tentative pour maintenir le niveau de vie de l'ouvrier auquel il a été habitué, sans lui demander de supporter aucun des risques qui ont rendu possible en premier lieu un aussi haut standard de vie. En outre, cette subvention, puisée dans les impôts payés principalement par les pauvres, constituerait une subvention forcée aux ouvriers qualifiés versée par les travailleurs pauvres non qualifiés.

Troisièmement, envisagez maintenant une situation qui, en apparence, semble être la réalisation du cauchemar du protectionniste. Imaginez un pays qui soit capable de surclasser tous les autres en matière de production. Supposez que le Japon (le croquemitaine de l'ILGWU) soit en mesure de produire *tout* plus efficacement que l'Amérique — non seulement les drapeaux, les gants de base-ball, les radios, les télévisions, les voitures et les magnétophones, mais *tout*. Tiendrait-elle toujours, cette thèse de l'ILGWU selon laquelle nous devrions imposer des restrictions aux échanges commerciaux ?

La réponse est qu'il n'est *jamais* justifiable de limiter le commerce entre deux adultes consentants, ou même entre nations d'adultes consentants, et en tout cas pas pour la raison que le commerce nuira à l'une d'elles. En effet, si l'un des participants à la transaction jugeait qu'elle lui était défavorable, il la refuserait net. L'interdiction ne serait pas nécessaire. Et si les deux parties consentent à la transaction, quel droit une troisième partie aurait-elle de l'interdire ? Cette interdiction reviendrait à dire que l'une ou les deux parties en présence n'ont pas l'âge adulte, en les traitant comme des adolescents qui n'ont ni le bon sens ni le droit d'assumer les obligations d'un contrat.

En dépit de tous ces arguments moraux, les protectionnistes voudront toujours interdire le commerce au motif qu'un désastre s'ensuivra si on ne le fait pas. Esquissons la situation qui existerait entre les États-Unis et le Japon dans les conditions cauchemardesques stipulées ci-dessus. Le Japon exporterait des biens de consommation et des services sans importer quoi que ce soit des États-Unis. Ceci provoquerait la prospérité de l'industrie japonaise, et la dépression de la nôtre. En fin de compte, le Japon suppléerait à *tous* nos besoins, et, comme il n'y aurait pas d'exportation pour compenser, l'industrie américaine disparaîtrait. Le chômage s'étendrait dans des proportions épidémiques et la dépendance envers le Japon serait complète.

Cette description risque de paraître quelque peu absurde, cependant l'histoire du protectionnisme aux États-Unis et le succès de la campagne de l'ILGWU indiquent que la croyance à ce genre de « cauchemar » est plus répandue qu'on ne l'imaginerait. Peut-être cet horrible rêve se propage-t-il parce que s'en écarter avec horreur est plus facile que de l'affronter carrément.

En étudiant ce cauchemar, une question se pose : qu'utiliseront les Américains pour *acheter* les marchandises japonaises ? Ils ne peuvent pas se servir d'or (ni d'aucun autre des métaux précieux), parce que l'or lui-même est une marchandise. Si les Américains utilisaient l'or pour payer les importations, cela équivaldrait à ce qu'ils *exportent* de l'or. Ce qui compenserait la perte d'emplois due aux importations, et nous nous retrouverions dans la situation précédente. Les Américains perdraient des emplois en radio et télévision mais en gagneraient comme mineurs et chercheurs d'or. L'économie américaine ressemblerait à celle de l'Afrique du Sud, qui paie pour ses importations en grande partie avec des exportations d'or.

Le seul autre moyen de paiement serait sous forme de dollars américains. Mais que feraient les Japonais avec des dollars américains ? Il n'existe que trois possibilités : ils pourraient nous retourner ces dollars sous forme de paiement pour ce que nous leur exportons, ils pourraient conserver ces dollars, ou ils pourraient les dépenser pour des produits d'autres pays que les États-Unis. S'ils optaient pour cette dernière solution, les pays avec lesquels ils traiteraient se trouveraient devant les mêmes choix : les dépenser aux États-Unis, les thésauriser, ou les dépenser dans d'autres pays, etc., car les pays avec qui ces nations entretiennent des relations commerciales commercent à leur tour. Si nous divisons le monde en deux parties — les États-Unis et tous les autres pays, nous voyons les trois éventualités réduites à deux : soit le papier-monnaie que nous donnons à l'extérieur revient pour acheter nos biens de consommation soit il ne rentre pas.

Assumons que la « pire » éventualité se produise — que pas la moindre somme ne revienne stimuler nos exportations. Loin d'être un désastre, comme l'allèguent les protectionnistes, ce serait en réalité une pure bénédiction ! Les dollars de papier que nous enverrions à l'étranger ne seraient que cela, du papier, du papier sans valeur. Et nous n'aurions même pas à « gaspiller » ce papier — il nous suffirait d'imprimer des dollars avec des zéros supplémentaires. Ainsi, dans ce cauchemar de l'ILGWU, le Japon nous enverrait les produits de son industrie, et nous n'enverrions au Japon que des morceaux de papier vert avec un grand nombre de zéros imprimés dessus. Ce serait l'exemple parfait d'une prime à la clientèle. Que les étrangers refusent d'échanger leurs dollars équivaldrait à faire un beau cadeau aux États-Unis. Nous recevions les produits et ils recevraient du papier sans valeur !

Au contraire des fantasmes de l'ILGWU et autres groupes protectionnistes, les bénéficiaires de gros cadeaux ne souffrent pas le martyre. Israël a reçu de l'Allemagne des réparations pendant de nombreuses années, et des dons des États-Unis sans d'évidents effets nuisibles. Le pays bénéficiaire n'*a pas* à cesser sa propre production. Car les désirs de n'importe quel peuple sont infinis. Si les Japonais donnaient une Toyota à chaque citoyen des États-Unis, ceux-ci ne tarderaient pas à vouloir deux, trois, ou un grand nombre de Toyota. Manifestement, il est

inconcevable que les Japonais (ou tous autres) aient assez d'esprit de sacrifice pour essayer même de satisfaire tous les désirs des Américains sans contrepartie. Pourtant, c'est seulement s'ils réussissaient cette tâche impossible que les industries nationales s'effondreraient, parce qu'alors *tous* voudraient avoir tout de *tout* ce qu'ils désirent.

Mais, dans ce cas imaginaire, l'effondrement de l'industrie nationale serait quelque chose à *célébrer* et non à condamner. Les habitants des États-Unis ne cesseraient toute production que s'ils estimaient qu'ils ont assez de biens matériels et continueront à en avoir assez à l'avenir. Cette situation non seulement n'a rien d'horrible, mais elle serait accueillie avec joie par les Américains comme étant ce qui s'approche le plus d'une utopie.

En réalité, bien sûr, les Japonais et autres *ne se contenteraient pas* d'entasser les dollars que nous leur donnerions en paiement de leurs produits. Dès que leurs balances dollar monteraient au-dessus du niveau choisi par eux, ils échangeraient les dollars, stimulant ainsi la fabrication pour l'exportation aux États-Unis. Ils achèteraient des marchandises américaines et ainsi stimuleraient directement les exportations américaines. Ou ils exigeraient de l'or en échange des dollars (ils « attaqueraient » le dollar), obligeant à une dévaluation qui rendrait les exportations américaines plus compétitives sur les marchés mondiaux. D'une façon ou d'une autre, les dollars reviendraient aux États-Unis et nos industries locales d'exportation seraient stimulées. Les emplois perdus dans l'importation seraient compensés par des accroissements ailleurs, comme dans le cas du Vermont et de la Floride.

Pourquoi les Japonais entretiendraient-ils des relations commerciales avec un pays dont l'industrie est moins productive que la leur ? A cause de la différence entre ce qui est appelé l'avantage absolu et l'avantage comparatif. Les affaires se traitent entre deux parties (nations, États, villes, bourgs, quartiers, rues, personnes) non pas en accord avec leur capacité absolue de produire mais en accord avec leur capacité relative. L'exemple classique est celui du meilleur avocat de la ville qui est aussi le meilleur dactylographe. Cette personne possède un avantage absolu sur sa secrétaire en ce qui concerne à la fois les services concernant le droit et la dactylographie. Néanmoins, l'avocat décide de se spécialiser dans la profession où il détient un *avantage relatif* — le droit. En effet, supposez qu'il soit comme avocat cent fois meilleur que sa secrétaire, mais seulement deux fois plus efficace comme dactylographe. Il est plus avantageux pour lui de continuer à exercer la profession d'avocat et d'engager une dactylo. La secrétaire a un avantage comparatif dans le domaine de la dactylographie : elle n'a qu'un pour cent d'efficacité en droit, comparée à son employeur, mais elle est nettement une demi-fois aussi bonne que lui en dactylographie. Elle est capable de gagner sa vie même si elle est inférieure en qualité dans ces deux domaines d'activité.

Le Japon que nous avons imaginé a un avantage absolu dans la production de tous les biens de consommation. Par contre, quand les Japonais nous retournent nos dollars en échange de nos marchandises, l'Amérique exportera les marchandises pour lesquelles *elle* a un avantage comparatif. Si nous sommes moitié aussi efficaces que les Japonais dans la production du blé, mais seulement un quart aussi bons dans la production de radios, nous exporterons du blé en paiement de nos importations de radios. Et nous y gagnerons tous.

Ainsi, quelle que soit la situation envisagée — même la plus extrême —, l'argument protectionniste se révèle inapproprié. Pourtant, à cause de la puissance émotionnelle de son contenu, les importateurs ont été pendant longtemps dénigrés. Pour leur persistance à accomplir une tâche qui est utile de par sa nature, les importateurs devraient être considérés comme les grands bienfaiteurs qu'ils sont.

L'intermédiaire